

1 - UN HISTORIQUE DE L'ISLAMISME MODERNE

Nous faisons le choix ici de parler d'islamisme non pas pour décrire l'histoire des divers courants religieux liés à la religion musulmane, mais pour tenter de cerner l'histoire des courants qui ont utilisé l'Islam comme étendard en vue de changer des pouvoirs politiques.

C'est en Egypte qu'est né le groupe dont sont issus la totalité des groupes islamistes actuels : la société des Frères Musulmans a été fondée en 1928 par Hasan al-Banna. Les Frères Musulmans rejettent catégoriquement les valeurs occidentales, et revendiquent un Etat et une société où la règle est la charia, la loi islamique. A l'époque, l'Egypte est sous mandat britannique, et ceux-ci voient cette organisation d'un bon œil, car elle leur permet de concurrencer les tentatives nationalistes.

Mais celui qui va défendre l'idée d'Etat islamiste sous la forme que lui donnent les islamistes contemporains vient d'Asie. Abu al maududi (1903-1979) est le premier à théoriser l'idée d'un Etat fondé sur des lois révélées, la sharia. Maududi est pakistanais, et le Pakistan est lui-même un fruit religieux sanglant, né avec l'indépendance de l'Inde en 1947, à la suite d'années de haine accumulée entre hindouistes et musulmans, sous la houlette du colonisateur anglais.

Maududi a créé en 1941 un mouvement qui deviendra un parti fondamentaliste, la Jamaat-e-Islami, la société islamique, qui dispose de branches en Inde et dans les futurs états du Pakistan et du Bangladesh. Maududi influence l'égyptien Sayed Qotb, qui reprend ses idées au nom des Frères Musulmans. Al-Banna, Maududi, Qotb, sont des penseurs qui placent la politique et l'Etat au cœur de leur réflexion.

En Inde, les Musulmans, minoritaires mais qui sont tout de même au nombre de 100 millions à la fin du 20ème siècle, sont surtout nombreux parmi les castes les plus basses et les plus exploitées de la population, les intouchables. Ils vont plutôt développer un islamisme qui évite le radicalisme politique, de crainte de représailles massives. Ainsi, Abul Hasan Ali Nadwi va critiquer Maududi, et développer une organisation à vocation missionnaire et apolitique, la Tablighi Jamat. Créé en 1927, le Tabligh va devenir majoritaire dans le monde entier parmi les immigrés, et on le trouve ainsi dans les banlieues et les cités en France, où il atteint des sommets vers 1985.

En attendant, en Egypte, les Frères Musulmans ont recruté parmi la masse des déshérités de l'Egypte de l'entre deux-guerres, mais aussi parmi les classes moyennes voire élevées, fonctionnaires, notables, étudiants, commerçants. Après la Seconde guerre mondiale, ils sauront mettre en place des réseaux de services sociaux, écoles, hôpitaux, ateliers de formation professionnelle dans une société ravagée par un très fort chômage. Finalement, Hasan al-Bana sera assassiné par les flics du roi Farouk en 1949, et la Société officiellement dissoute.

Lorsque Nasser et les "officiers libres" ont pris le pouvoir en 1952, les Frères Musulmans applaudissent, croyant reconnaître l'application de leurs idées. Mais dès 1954, les militants islamistes sont arrêtés par milliers, et envoyés en camp de concentration ou à l'exil. Pour les Frères Musulmans, cette répression sera la matrice qui leur permettra de brandir des

martyrs. Les idées des Frères Musulmans sont actualisées par Sayed Qotb, qui sera assassiné par Nasser en 1966. Sayed Qotb est un relais entre l'indo-pakistanaise Maududi des années 1940, et al Zawahiri qui va reprendre sa théorie, pour nourrir sa réflexion et son activité, jusqu'à sa rencontre avec Ben Laden et la constitution d'al Qaïda.

Tous ces mouvements nés dans les années 1930 et 1940 ont une vision nouvelle de l'Etat. Pour eux, il ne s'agit plus simplement d'installer au pouvoir un "bon musulman", dans la tradition classique du califat, mais "*d'islamiser le système politique, le droit, l'économie, la politique étrangère*" (Olivier Roy). Et c'est dans cet objectif qu'ils "*s'organisent en mouvements politiques s'efforçant d'agir à tous les niveaux de la société (syndicats, mouvements de jeunes, de femmes, d'étudiants)*". Dans les années 1970, ils réussissent à gagner des étudiants, et des membres de professions libérales, les élites intellectuelles de la société musulmane.

C'est dans les années 1970 et 1980 que le monde musulman ressent au plus fort la poussée des mouvements islamistes politiques. Elle est le fait des chiites iraniens parvenus au pouvoir en 1979, du Refah turc, la Jamaat-e-Islami pakistanaise, ses descendants afghans (Talibans), la plupart des Frères Musulmans, le FIS Front islamique du salut algérien, le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien, au Soudan le Front islamique national mené par Hassan al-Tourabi, le Nahda tunisien, le parti de la renaissance islamique tadjik.

Tous ces mouvements se sont donné pour objectif d'islamiser une société musulmane réelle par la prise du pouvoir politique. Parallèlement, d'autres mouvements moins visibles se donnent pour tâche d'islamiser ou de revenir à une stricte pratique de l'Islam, les individus. Le wahabisme saoudien en est le vecteur le plus fort. Le wahabisme est un mouvement puritain né au 18ème siècle en Arabie. L'Arabie saoudite a créé en 1963 la Ligue islamique mondiale (Rabita) : avec un personnel religieux tout à fait réactionnaire sur le plan des idées, largement issu des Frères Musulmans, qui trouvent un refuge en Arabie saoudite, la Ligue finance l'enseignement et la prédication dans le monde entier. Dans les années 1970, elle a bénéficié des pétrodollars et de la volonté de la monarchie saoudienne alliée des USA pour faire un prosélytisme mondial, avec pour objectif à la fois de lutter contre l'islamisme politique, contre le nationalisme arabe, et contre la révolution islamique en Iran à partir de 1979.

Contrairement à une idée approximative, l'évolution des groupes islamistes politiques commence par un radicalisme violent, et s'oriente presque toujours vers une intégration très conventionnelle à la société, au cours de laquelle ils abandonnent le terrain de la violence. Ils commencent leur vie sous des apparences révolutionnaires, puis se révèlent des courants tout à fait conservateurs sur le terrain social, et nationaliste sur le plan politique. C'est le cas de l'Iran, dont il faudrait relativiser l'image politique. Le fonctionnement réel des institutions mises en place par les ayatollahs à partir de 1979 est en réalité bien plus proche de la Constitution française que du califat du Moyen-Âge. L'Iran dispose d'un Parlement, un président, un Conseil des ministres, des fractions politiques. Les femmes y ont le droit de vote.

En Jordanie, en Turquie, au Koweït, au Maroc, les islamistes acceptés par le pouvoir occupent une place au centre droit sur l'échiquier politique : nationalistes en politique étrangère, réactionnaire sur le plan social, et en particulier sur les droits des femmes. En Algérie, c'est par nationalisme que le FIS a renoncé à la lutte armée en 1996, après s'être vu confisqué sa victoire électorale en 1991. Le parti turc AKP a obtenu une réussite électorale

éclatante avec 30% des voix en 2002, en refusant de se définir comme d'abord religieux. Sur le plan économique, il est parfaitement libéral, de droite.

Dans les années 1980, les sociétés musulmanes n'ont connu que peu de succès de la part des islamistes politiques, ceux qui préconisent la prise du pouvoir pour ensuite opérer l'islamisation de la société. Certains en concluent même que c'est à ce moment que l'Islam a échoué. Par contre, le mouvement de fond s'est vu largement: le voile pour les femmes, la barbe pour les hommes, ont connu une remontée en force. Le nombre des écoles coraniques est devenu considérable, les unes étatiques (Turquie), les autres privées (Egypte, Pakistan, Mali).

Pour garder un certain contrôle sur leurs populations, les Etats ont alors rivalisé en décidant eux-mêmes, d'en haut, de ré islamiser les institutions : l'article 2 de la constitution égyptienne stipule que la charia est la principale source du droit. Le Soudan promulgue un code pénal islamique en 1983, le Pakistan introduit une "shariat bill" en 1985. Le code algérien de 1984 ré introduit la charia dans le statut personnel. Au Pakistan, les tribunaux acceptent d'instruire des procès pour apostasie (abandon public d'une religion) ou blasphème (propos injurieux envers la religion).

Au cours des années 1970 et 1980, il faut noter un rôle particulier des courants islamistes à travers le monde : l'impérialisme va chercher à les utiliser, dans de nombreuses situations, pour l'aider dans son combat anticommuniste contre l'URSS, pour contrer l'influence des partis communistes ou d'extrême gauche, ou pour mater les rébellions populaires des plus pauvres.

En Indonésie, on a connu une utilisation de même nature. Les Pays-Bas, puissance colonisatrice, voyant le pays lui échapper avec la fin de la Seconde guerre mondiale, a mené des guerres, en vue de casser le pays en morceaux. Sans succès. L'indépendance est reconnue en 1949. Deux partis dominent alors : le parti nationaliste de Sukarno, le PNI (parti national indonésien), et un parti musulman, le Masjumi. De ce parti, va naître bientôt une nouvelle organisation islamiste plus "intégriste", le NU (Nadahtil Ulama), tandis que se développe le parti communiste indonésien (PKI).

En 1960, Sukarno lance une opération politique originale, le Nakasom, en proposant un front uni national des trois tendances, son parti, les partis religieux, et le parti communiste. En même temps, le pays se rapproche de la Chine. Cette situation encourage alors de nombreux paysans pauvres sans terres à se saisir de terres appartenant à des grands propriétaires, faisant eux-mêmes une réforme agraire indispensable.

Après une série de manœuvres préparatoires, où la CIA américaine tente de pousser l'armée indonésienne vers un exercice autoritaire du pouvoir, un coup fourré a lieu en 1965 qui, sous prétexte de protéger Sukarno d'un prétendu coup d'Etat, donne le pouvoir à l'armée. Les Etats-Unis fournissent aux militaires des listes de dirigeants communistes à éliminer. Et l'armée se charge de distribuer des armes aux étudiants et aux syndicalistes musulmans. En quelques mois, on estime entre 500 000 (au moins) et un million et demi (selon Amnesty international) le nombre d'Indonésiens qui sont massacrés, le plus souvent de pauvres paysans qui avaient eu le tort de croire avoir le droit de vivre de leur travail en s'appropriant un bout de terre. Toutes les organisations musulmanes ont participé à cette répression terrible. Les propriétaires fonciers étaient partisans du parti islamiste intégriste NU, et se trouvaient aux premiers rangs des tueurs. Le parti communiste indonésien ne s'en remettra plus.

Après cette première réussite, c'est en Turquie, on le verra dans le détail, que l'armée fera appel aux islamistes dès les années 1970, leur offrant des places au gouvernement, pour contrer la montée de la gauche. Dans les années 1980, elle a remis au goût du jour l'enseignement du Coran. Dans les années 1990, elle a utilisé au moins une organisation terroriste (le Hezbollah turc) pour opérer des meurtres et des assassinats politiques à grande échelle, contre des syndicalistes ouvriers et contre les nationalistes de gauche kurdes.

L'utilisation des islamistes en Afghanistan pour mener le combat contre le communisme entre 1980 et 1989 a donc de très anciens et nombreux antécédents. L'islamisme a démontré de longue date à l'impérialisme sa capacité à se battre sous la bannière anticommuniste, de la manière la plus violente. Mais ces combattants n'ont pas toujours la chance de ceux de Turquie, qui ont régulièrement été intégrés à l'appareil d'Etat officiel, une fois leurs missions accomplies.

En Afghanistan, ils seront des milliers, venus de très nombreux pays au nom d'un Djihad anti communiste, aguerris par une guerre qui aura duré une dizaine d'années, à s'estimer lésés, mal ou pas du tout récompensés par les Etats-Unis pour le service qu'ils leur ont rendu. C'est de cette rancœur, de cette inactivité, qu'est née al Qaïda, la première organisation islamique de combat qui considère l'ensemble du monde comme son champ d'action.

En 1982, les Frères Musulmans ont fondé une organisation internationale plus ou moins secrète, Tanzim al-Dawli. C'est Mustafa Machhour qui renoue des liens à travers de nombreux voyages à l'étranger, avec l'aide de Mohammed Mehdi Akef. Cette organisation regroupe des associations qui peuvent être considérées comme membres, et d'autres qui sont considérées comme amies, comme c'est le cas du Refah turc et la Jamaat-e-Islami au Pakistan. Mais la guerre du Golfe va provoquer des cassures. Les Frères koweïtiens jugent que l'organisation ne condamne pas assez sévèrement Saddam Hussein, et ils quittent le Tanzim, alors qu'ils en étaient un des grands bailleurs de fonds. Puis en 1995, une nouvelle faille a lieu quand l'Algérien Mahfoud Nahnah, fondateur du parti Hamas, décide de se présenter à l'élection présidentielle contre l'avis des Frères.

L'Europe est représentée à la direction des Frères Musulmans par deux membres, dont Ahmed al-Rawi qui préside la FIOE (Federation of Islamie Organisations in Europe), à laquelle appartient PUOIF française. En France, PUOIF (Union des organisations islamiques de France), domine le Conseil français du culte musulman. Aux yeux des Frères Musulmans, elle n'a pas été assez virulente lors des manifestations contre le port du voile à l'école, se tenant plutôt en retrait des manifestations. L'UOIF (Union des organisations islamiques de France) domine le Conseil français du culte musulman. L'UOIF, comme les autres courants islamistes, semble donc s'assagir dès lors que l'Etat a commencé à le reconnaître, lui octroyant respectabilité, places et moyens matériels directs ou indirects.

2 - LES ETATS MUSULMANS ET L'ISLAMISME

La quasi-totalité des Etats des pays musulmans sont nés autour d'un combat politique moderne, qu'il s'agisse d'une lutte nationale, d'une lutte d'émancipation coloniale, ou d'une tentative d'émancipation de la domination impérialiste, comme c'est le cas de la plupart des pays dominés du monde. Il n'y a que quelques exceptions, l'Arabie saoudite, le Maroc et les

monarchies du Golfe. Dans ces pays seulement, le principal dirigeant de l'Etat est en même temps une autorité religieuse. La légitimité du pouvoir a pour base la religion, et s'appuie sur une tribu dominante qui l'incarne. Le sultan du Maroc est Commandeur des croyants, et il est censé descendre du Prophète.

L'Indonésie, la Tunisie, l'Algérie, le Sud-Yémen, le Bangladesh, la Palestine, sont nés d'une lutte d'indépendance. La Turquie (Atatürk) et l'Egypte (Nasser) d'un combat anti impérialiste. Le nationalisme arabe surajouté de prétendu socialisme a donné les régimes baasistes en Irak et en Syrie, le Nord-Yémen, la Somalie. Enfin, l'Iran et dans une moindre mesure l'Afghanistan sont nés d'une volonté de modernisation. Un seul Etat a été créé de manière spécifiquement musulmane, pour répondre à une volonté de créer un Etat religieux et répondre à une spécificité musulmane, c'est le Pakistan (1947). Mais même lui a une législation plutôt laïque jusque 1974.

Tous ces Etats ne vont subir l'assaut de la montée islamiste que dans les années 1970. Les Etats vont jouer le jeu d'une intégration au moins partielle des forces islamistes montantes. Avec réticence et sous son contrôle, l'Etat admet certains partis, à condition de considérer que les choses se passent bien sous son contrôle et ne lui échappent pas. Le Refah turc, fondé par Necmettin Erbakan au début des années 1970, emporte les législatives fin 1995 (21 % des voix). Les Frères musulmans jordaniens obtiennent plus du quart des sièges des députés 31 islamistes sur 80 sièges, dont 20 pour les seuls Frères Musulmans en 1989, année qui connut des émeutes violentes contre la vie chère et la politique du roi Hussein. Le FIS algérien, apparu à la fin des années 1980, gagne les élections de fin 1991.

Ces partis qui obtiennent une large audience populaire jouent donc le jeu électoral partout où ils en ont la possibilité. Seuls les Frères Musulmans de Syrie se sont lancés dans la lutte armée contre le régime baasiste de Hafez el Assad à partir de 1979. La répression sera très dure. Et lorsqu'en 1982 éclate une insurrection à Hama, la quatrième ville syrienne, la ville est encerclée, bombardée, coupée du monde pendant des jours. On parle de 8 à 10 000 morts. En 1986, une nouvelle campagne d'attentats a lieu. Le régime accuse l'Irak. A la fin des années 1980, se forme un Front islamique unifié, qui se propose de refaire en Syrie ce qui a été fait en Iran.

Mais le cas de guerre déclarée entre un grand parti islamiste et le pouvoir, c'est évidemment l'Algérie. Les premières élections libres depuis l'indépendance ont lieu le 12 juin 1990. Les résultats officiels donnent 54% des voix au FIS, contre 28% au FLN. Le FFS Front des forces socialistes de Hocine Ait Ahmed et Ahmed Ben Bella ont préconisé l'abstention, qui est de 40%. En mai 1991, le FIS Front islamique du salut lance un mot d'ordre de grève générale, mais c'est un échec. Alors, il fait défiler ses militants chaque jour dans Alger, et occupe les places la nuit. Chadli Bendjedid instaure l'état de siège, la police intervient, les affrontements font 17 morts L'armée arrête les deux principaux dirigeants du FIS Abassi Madani et Ali Belhadj, puis des centaines de militants islamistes.

Au premier tour des législatives qui ont lieu en décembre 1991, le Fis obtient 48% des voix, et 188 sièges sur les 430 à pourvoir. Le FLN n'en a que 15, derrière le FFS qui en a 25. L'armée intervient et oblige Chadli Bendjedid, qu'elle soupçonne de préparer une cohabitation avec les islamistes, à démissionner, et le remplace par un "Haut conseil de sécurité" qui annonce la suspension des élections. Mohamed Boudiaf est appelé à présider un "haut comité d'Etat". Le dirigeant islamiste Abdelkader Hachani est arrêté, le FIS est dissous le 9 février 1992.

En juin, Boudiaf est tué dans une fusillade. En août, les attentats qui visaient jusque là les forces de l'ordre, avec 130 gendarmes, policiers et militaires tués, commencent à devenir aveugles. Une bombe fait 8 morts et 124 blessés dans l'aéroport d'Alger. Ces actes sont condamnés par l'ex-FIS. Des hommes politiques sont également visés. En mars 1993, 100 000 personnes manifestent à Alger contre le terrorisme islamiste. Des écrivains, des poètes, des étrangers, et en particulier des Français, s'ajoutent à la liste des objectifs terroristes. C'est le GIA, Groupe islamique armée, qui revendique ces actions. En octobre 1993, 13 islamistes sont exécutés, ce qui porte le nombre de ces exécutions à 26.

En janvier 1994, le haut conseil d'Etat nomme à la tête de l'Etat le général Liamine Zeroual, un partisan du dialogue avec les islamistes. Il fait libérer deux responsables de l'ex-FIS. De toute évidence, le nouveau calcul du pouvoir est double : guerre totale au GIA ou aux groupes refusant de participer à une négociation sous son autorité, et ouverture contrôlée aux anciens du FIS et aux islamistes acceptant de jouer le jeu électoral, non plus en espérant une place prépondérante, mais une place à égalité avec les autres forces politiques, sous la houlette de l'armée.

En mars 1994, à l'appel d'organisations féministes, des dizaines de milliers de personnes manifestent contre le dialogue avec les islamistes. En août, le GIA s'en prend aux établissements scolaires de l'enseignement secondaire et universitaire, et les "interdit officiellement". En septembre, Abassi Madani et Ali Belhadj sont sortis de prison et placés en résidence surveillée. En octobre, Zeroual annonce qu'il considère que le dialogue a échoué, et que c'est la faute du FIS. Le gouvernement ne compte plus que sur la répression.

En novembre 1994, l'ex-FIS, le FLN, le FFS et le Mouvement pour la démocratie de Ben Bella se réunissent à Rome, et proposent une négociation au pouvoir, qui la rejette. La vague de violence s'accroît. En février 1995, une mutinerie dans une prison d'Alger où sont détenus des centaines d'islamistes est réprimée dans le sang : une centaine de prisonniers sont tués.

Aux présidentielles qui ont lieu en novembre 1995, Zeroual est réélu avec 61% des suffrages. Il est suivi par Mahfoud Nahnah président du Mouvement de la société islamique (MSI Hamas) avec 26%. Saïd Sadi du RDC Rassemblement pour la culture et la démocratie, kabyle, hostile au dialogue avec les islamistes, a près de 10% des voix. Pour la première fois, des ministres de l'opposition sont associés au gouvernement, dont deux membres du MSI-Hamas et un dissident de l'ex-FIS. En novembre 1996, un référendum constitutionnel qui stipule notamment l'interdiction des partis fondés sur une base religieuse, linguistique ou régionale, est approuvé à 86%.

Les premières élections législatives depuis leur interruption en 1992, ont lieu en juin 1997. Le FIS appelle à l'abstention. Le RND Rassemblement national démocratique de Zeroual gagne 155 sièges sur 380, il a pour alliés l'ex-MSI Hamas devenu MSP Mouvement de la société pour la paix (69 sièges) et le FLN (64 élus). Les islamistes d'Ennahda ont 34 députés, le FFS et le RCD chacun 19, l'extrême gauche 4.

Après cette réussite pour le régime des militaires, le numéro trois du FIS Abdelkader Hachani est libéré. Le régime organise des tractations jusqu'en Arabie saoudite, pour faire pression sur les islamistes. Le 24 septembre 1997, l' AIS, Armée islamique du salut, branche

armée du FIS, appelle au cessez-le-feu, et ajoute qu'elle veut "*isoler les criminels parmi les résidus extrémistes du GIA et ceux qui sont derrière eux*". La guerre avec le FIS est terminée.

Mais le GIA n'en devient que plus accroché à sa stratégie de violence. On apprend que le massacre du 28 décembre aurait fait 412 morts dans la région de Relizane. Le chanteur kabyle Lounès Matoub, engagé contre l'intégrisme islamiste et contre la politique d'arabisation du gouvernement, arrêté une première fois puis relâché par le GIA en 1994, est assassiné le 25 juin 1998. Des dizaines de milliers de personnes assistent à son enterrement en Kabylie. Une fraction du GIA revendique l'assassinat.

Tous ces grands partis islamistes sont concurrencés à partir des années 1970 par un courant plus radical, celui inspiré de Sayyid Qotb. Ces islamistes radicaux ne croient pas en l'action politique légale. Ils considèrent les pouvoirs en place totalement corrompus, et leur devoir est de les renverser par la force. En Égypte, c'est la Gama'at-Islami et le Jihad islamique, en Algérie les GIA.

2 - LES ETATS MUSULMANS ET L'ISLAMISME

La quasi-totalité des Etats des pays musulmans sont nés autour d'un combat politique moderne, qu'il s'agisse d'une lutte nationale, d'une lutte d'émancipation coloniale, ou d'une tentative d'émancipation de la domination impérialiste, comme c'est le cas de la plupart des pays dominés du monde. Il n'y a que quelques exceptions, l'Arabie saoudite, le Maroc et les monarchies du Golfe. Dans ces pays seulement, le principal dirigeant de l'Etat est en même temps une autorité religieuse. La légitimité du pouvoir a pour base la religion, et s'appuie sur une tribu dominante qui l'incarne. Le sultan du Maroc est Commandeur des croyants, et il est censé descendre du Prophète.

L'Indonésie, la Tunisie, l'Algérie, le Sud-Yémen, le Bengladesh, la Palestine, sont nés d'une lutte d'indépendance. La Turquie (Atatürk) et l'Égypte (Nasser) d'un combat anti impérialiste. Le nationalisme arabe surajouté de prétendu socialisme a donné les régimes baasistes en Irak et en Syrie, le Nord-Yémen, la Somalie. Enfin, l'Iran et dans une moindre mesure l'Afghanistan sont nés d'une volonté de modernisation. Un seul Etat a été créé de manière spécifiquement musulmane, pour répondre à une volonté de créer un Etat religieux et répondre à une spécificité musulmane, c'est le Pakistan (1947). Mais même lui a une législation plutôt laïque jusque 1974.

Tous ces Etats ne vont subir l'assaut de la montée islamiste que dans les années 1970. Les Etats vont jouer le jeu d'une intégration au moins partielle des forces islamistes montantes. Avec réticence et sous son contrôle, l'Etat admet certains partis, à condition de considérer que les choses se passent bien sous son contrôle et ne lui échappent pas. Le Refah turc, fondé par Necmettin Erbakan au début des années 1970, emporte les législatives fin 1995 (21 % des voix). Les Frères musulmans jordaniens obtiennent plus du quart des sièges des députés 31 islamistes sur 80 sièges, dont 20 pour les seuls Frères Musulmans) en 1989, année qui connut des émeutes violentes contre la vie chère et la politique du roi Hussein. Le FIS algérien, apparu à la fin des années 1980, gagne les élections de fin 1991.

Ces partis qui obtiennent une large audience populaire large jouent donc le jeu électoral partout où ils en ont la possibilité. Seuls les Frères Musulmans de Syrie se sont lancés dans la lutte armée contre le régime baasiste de Hafez el Assad à partir de 1979. La répression sera

très dure. Et lorsqu'en 1982 éclate une insurrection à Hama, la quatrième ville syrienne, la ville est encerclée, bombardée, coupée du monde pendant des jours. On parle de 8 à 10 000 morts. En 1986, une nouvelle campagne d'attentats a lieu. Le régime accuse l'Irak. A la fin des années 1980, se forme un Front islamique unifié, qui se propose de refaire en Syrie ce qui a été fait en Iran.

Mais le cas de guerre déclarée entre un grand parti islamiste et le pouvoir, c'est évidemment l'Algérie. Les premières élections libres depuis l'indépendance ont lieu le 12 juin 1990. Les résultats officiels donnent 54% des voix au FIS, contre 28% au FLN. Le FFS Front des forces socialistes de Hocine Ait Ahmed et Ahmed Ben Bella ont préconisé l'abstention, qui est de 40%. En mai 1991, le FIS Front islamique du salut lance un mot d'ordre de grève générale, mais c'est un échec. Alors, il fait défiler ses militants chaque jour dans Alger, et occupe les places la nuit. Chadli Bendjedid instaure l'état de siège, la police intervient, les affrontements font 17 morts. L'armée arrête les deux principaux dirigeants du FIS Abassi Madani et Ali Belhadj, puis des centaines de militants islamistes.

Au premier tour des législatives qui ont lieu en décembre 1991, le Fis obtient 48% des voix, et 188 sièges sur les 430 à pourvoir. Le FLN n'en a que 15, derrière le FFS qui en a 25. L'armée intervient et oblige Chadli Bendjedid, qu'elle soupçonne de préparer une cohabitation avec les islamistes, à démissionner, et le remplace par un "Haut conseil de sécurité" qui annonce la suspension des élections. Mohamed Boudiaf est appelé à présider un "haut comité d'Etat". Le dirigeant islamiste Abdelkader Hachani est arrêté, le FIS est dissous le 9 février 1992.

En juin, Boudiaf est tué dans une fusillade. En août, les attentats qui visaient jusque là les forces de l'ordre, avec 130 gendarmes, policiers et militaires tués, commencent à devenir aveugles. Une bombe fait 8 morts et 124 blessés dans l'aéroport d'Alger. Ces actes sont condamnés par l'ex- FIS. Des hommes politiques sont également visés. En mars 1993, 100 000 personnes manifestent à Alger contre le terrorisme islamiste. Des écrivains, des poètes, des étrangers, et en particulier des Français, s'ajoutent à la liste des objectifs terroristes. C'est le GIA, Groupe islamique armé, qui revendique ces actions. En octobre 1993, 13 islamistes sont exécutés, ce qui porte le nombre de ces exécutions à 26.

En janvier 1994, le haut conseil d'Etat nomme à la tête de l'Etat le général Liamine Zeroual, un partisan du dialogue avec les islamistes. Il fait libérer deux responsables de l'ex-FIS. De toute évidence, le nouveau calcul du pouvoir est double : guerre totale au GIA ou aux groupes refusant de participer à une négociation sous son autorité, et ouverture contrôlée aux anciens du FIS et aux islamistes acceptant de jouer le jeu électoral, non plus en espérant une place prépondérante, mais une place à égalité avec les autres forces politiques, sous la houlette de l'armée.

En mars 1994, à l'appel d'organisations féministes, des dizaines de milliers de personnes manifestent contre le dialogue avec les islamistes. En août, le GIA s'en prend aux établissements scolaires de l'enseignement secondaire et universitaire, et les "interdit officiellement". En septembre, Abassi Madani et Ali Belhadj sont sortis de prison et placés en résidence surveillée. En octobre, Zeroual annonce qu'il considère que le dialogue a échoué, et que c'est la faute du FIS. Le gouvernement ne compte plus que sur la répression.

En novembre 1994, l'ex-FIS, le FLN, le FFS et le Mouvement pour la démocratie de Ben Bella se réunissent à Rome, et proposent une négociation au pouvoir, qui la rejette. La

vague de violence s'accroît. En février 1995, une mutinerie dans une prison d'Alger où sont détenus des centaines d'islamistes est réprimée dans le sang : une centaine de prisonniers sont tués.

Aux présidentielles qui ont lieu en novembre 1995, Zeroual est réélu avec 61% des suffrages. Il est suivi par Mahfoud Nahnah président du Mouvement de la société islamique (MSI Hamas) avec 26%. Saïd Sadi du RCD Rassemblement pour la culture et la démocratie, kabyle, hostile au dialogue avec les islamistes, a près de 10% des voix. Pour la première fois, des ministres de l'opposition sont associés au gouvernement, dont deux membres du MSI-Hamas et un dissident de l'ex-FIS. En novembre 1996, un référendum constitutionnel qui stipule notamment l'interdiction des partis fondés sur une base religieuse, linguistique ou régionale, est approuvé à 86%.

Les premières élections législatives depuis leur interruption en 1992, ont lieu en juin 1997. Le FIS appelle à l'abstention. Le RND Rassemblement national démocratique de Zeroual gagne 155 sièges sur 380, il a pour alliés l'ex-MSI Hamas devenu MSP Mouvement de la société pour la paix (69 sièges) et le FLN (64 élus). Les islamistes d'Ennahda ont 34 députés, le FFS et le RCD chacun 19, l'extrême gauche 4.

Après cette réussite pour le régime des militaires, le numéro trois du FIS Abdelkader Hachani est libéré. Le régime organise des tractations jusqu'en Arabie saoudite, pour faire pression sur les islamistes. Le 24 septembre 1997, FAIS, Armée islamique du salut, branche armée du FIS, appelle au cessez-le-feu, et ajoute qu'elle veut "*isoler les criminels parmi les résidus extrémistes du GIA et ceux qui sont derrière eux*". La guerre avec le FIS est terminée.

Mais le GIA n'en devient que plus accroché à sa stratégie de violence. On apprend que le massacre du 28 décembre aurait fait 412 morts dans la région de Relizane. Le chanteur kabyle Lounès Matoub, engagé contre l'intégrisme islamiste et contre la politique d'arabisation du gouvernement, arrêté une première fois puis relâché par le GIA en 1994, est assassiné le 25 juin 1998. Des dizaines de milliers de personnes assistent à son enterrement en Kabylie. Une fraction du GIA revendique l'assassinat.

Tous ces grands partis islamistes sont concurrencés à partir des années 1970 par un courant plus radical, celui inspiré de Sayyid Qotb. Ces islamistes radicaux ne croient pas en l'action politique légale. Ils considèrent les pouvoirs en place totalement corrompus, et leur devoir est de les renverser par la force. En Egypte, c'est la Gama'at-Islami et le Jihad islamique, en Algérie les GIA.

4 - LA SOLUTION BOURGEOISE NATIONALE : LA TURQUIE

Un pays musulman a fait des efforts considérables pour se transformer, et tenter de jouer un rôle analogue à celui des grandes puissances européennes, c'est la Turquie, au centre de l'Empire ottoman lorsqu'il a été démoli, avec la Première guerre mondiale. Tandis qu'une partie de la Turquie et Constantinople sont occupés par les Alliés, les Grecs envahissent en 1920 une autre partie de la Turquie. C'est l'occasion que saisit Mustafa Kemal pour mener une guerre nationale destinée à donner à la Turquie son indépendance, de 1920 à 1922.

Kemal rend responsable du déclin turc son Islam qu'il juge rétrograde. Victorieux des Grecs et de leurs alliés, il a pour programme de moderniser l'Etat. Il prend une série de

mesures radicalement anti-religieuses : les établissements d'enseignement religieux sont supprimés, les tribunaux musulmans également. Le mariage légal n'est plus le mariage religieux. Les ordres, les confréries sont interdits, de même que le port du fez et de tout costume religieux. La justice adopte les codes juridiques inspirés de l'Occident, le calendrier grégorien, l'alphabet latin à la place de l'alphabet arabe. Chaque famille doit se trouver son nom propre.

Sur le plan économique, Kemal est tout à fait conscient de la puissance dominatrice de l'économie impérialiste. Seulement, sa solution, c'est d'orienter son pays vers une économie d'autosuffisance, qui tenterait de se développer seule, fermée sur elle-même, à côté des grandes puissances. L'Etat rachète les sociétés non turques, celles qui exploitent les matières premières et les mines, et les place sous son contrôle. Les chemins de fer sont nationalisés. La Banque ottomane qui servait à asservir l'économie aux impérialistes est doublée d'une nouvelle banque d'Etat. En clair, l'Etat regroupe au mieux les forces productives nationales pour lancer le pays et la bourgeoisie turque dans une accumulation primitive que tous deux jugent indispensable. Une petite réforme agraire distribue des terres aux paysans, mais là, les grands propriétaires fonciers résistent et sauvent leurs grandes propriétés.

Sur le plan politique, Kemal tourne le dos à la vieille idée d'une autorité n'appartenant qu'à Dieu, le prince régnant l'exerçant en son nom. L'autorité est affirmée être désormais aux mains du peuple, sous le régime d'une république, et fondée sur le suffrage universel. Dans la pratique, les choses sont moins belles, puisqu'un parti unique, le PRP occupe toute la place. Mais ce parti se prétend égalitaire, et à ses débuts, il connaît un fort soutien populaire. Cette idée d'une économie en autosuffisance, et qui tente d'échapper à la domination occidentale, restera rigoureusement appliquée par tous les dirigeants turcs jusqu'à la seconde guerre. Ainsi, Ismet İnönü répétera encore que la Turquie n'acceptera jamais "l'esclavage économique" des Européennes.

Pendant la seconde guerre mondiale, la Turquie fait tout ce qu'elle peut pour rester neutre. Mais la victoire de l'URSS, et la peur due à sa proximité avec la Turquie, suffisent à faire basculer la bourgeoisie turque ouvertement cette fois dans le camp occidental. Entre temps, la bourgeoisie d'affaires turque a renforcé ses positions sociale et politique. Grâce à l'impulsion et aux réformes de Mustapha Kemal, elle s'est développée, sans avoir eu recours à des emprunts dangereux à l'étranger. Maintenant, elle se sent suffisamment forte pour pousser à la création de partis d'opposition (1945).

L'un de ces partis, le Parti démocrate, soutenu par la bourgeoisie des villes et par les notables de province, s'affirme pour un recul du rôle de l'Etat, et pour le développement du secteur privé. Pour gagner la sympathie du peuple, ce parti bourgeois annonce son intention de rétablir la liberté religieuse, ce qui lui gagne une grande popularité dans le monde paysan encore très important. Le Parti démocrate est ainsi élu, et va rester au pouvoir pendant 10 ans. Et l'économie du pays va être maintenant ouverte aux capitaux étrangers, L'idée kémaliste d'économie d'autosuffisance est oubliée.

Sur le plan international, la Turquie adhère à l'OTAN en 1951, et choisit de jouer un rôle essentiel au service de l'armée américaine face au danger - ou au prétendu danger - soviétique. Totalement alignée derrière les USA, la Turquie ne soutiendra aucun des nombreux mouvements dans le Tiers-monde ou en vue de la décolonisation. Mais quelque chose d'essentiel a changé dans le rapport de forces international entre la bourgeoisie turque et la finance internationale. C'est que les USA ont proposé à la Turquie, comme à l'Europe

occidentale, son plan Marshall. Cela implique une aide financière, et c'est maintenant celle-ci qui est utilisée par la bourgeoisie turque pour investir. Elle prend l'habitude et devient rapidement obligée d'emprunter toujours plus à l'étranger pour développer ses affaires. Le bilan est que la bourgeoisie turque se développe, certes, mais elle est économiquement soumise au système impérialiste.

A l'intérieur, le régime turc prend aussi un tournant avec le passé farouchement laïc de Kemal, même s'il continue de s'en réclamer. Des cours de religion réapparaissent dans les écoles publiques primaires en 1949. L'arabe est à nouveau autorisé en 1950 pour l'appel à la prière. Les confréries sortent discrètement de la clandestinité. On trouve les Nurcus, des partisans de Saïd Nurci, qui s'était opposé aux réformes de Kemal. Les Nurcus vont soutenir le parti de droite DYP. Les Süleymanci organisent un réseau discret de cours coraniques dans les années 1950. Ils iront jusqu'à former des organisations paramilitaires en collaboration avec l'extrême droite du MHP. Enfin, les Nakshibandis, la confrérie la plus importante, est financée par l'Arabie saoudite. Contre l'Etat laïc, sa stratégie est de préconiser un retour à l'islam dans la vie individuelle et sociale. Elle fournira le Premier ministre Turgut Özal à la droite libérale.

Dans l'immédiat, le régime politique après guerre devient dictatorial, au point qu'il commence à remettre à l'écart un certain nombre des couches sociales privilégiées qui avaient commencé à goûter au partage du pouvoir. C'est l'armée qui va y mettre bon ordre. Elle prend le pouvoir en 1960. C'est la première d'une série d'interventions qui vont se renouveler pratiquement tous les dix ans.

En 1971, l'armée intervient à nouveau pour obliger le gouvernement à démissionner. Au nom de la bourgeoisie, elle veut un gouvernement fort, pour mater l'agitation d'extrême gauche qui s'est renforcée depuis 1968, notamment avec le groupe Dev-Yol. De même, le mouvement ouvrier connaît une forte syndicalisation, et une élévation de la conscience et du niveau des luttes sociales. Il faut donc contenir ces revendications. L'armée va à ce moment commencer à favoriser les islamistes de Necmettin Erbakan, dont on reparlera 30 ans plus tard. Dans les années 70, sous la houlette de l'armée, on trouvera des islamistes dans trois gouvernements. C'est pour elle un moyen de contrer l'influence de la gauche et de l'extrême gauche.

Le Parlement et les partis politiques sont sous surveillance. La répression s'abat sur toute la gauche. Les salaires réels baissent de manière importante. En 1973, c'est à nouveau le retour du PRP, avec Bülent Ecevit, qui prend une coloration social-démocrate. Mais pour les bourgeois turcs, c'est un dangereux gauchiste. N'ayant pas la majorité, le parti s'allie avec un parti islamiste, le Parti du salut national PSN. Le PSN est tout à la fois pour l'Islam, pour la nation, et pour l'industrie. Mais cette alliance avorte.

Une coalition de droite et d'extrême droite la remplace, avec Demirel. Demirel se met à satisfaire toutes les demandes des diverses couches bourgeoises, endettant le pays à toute vitesse. Le parti fasciste PAN (Parti de l'action nationale du colonel Turkes) profite de sa participation au gouvernement pour placer ses partisans dans les divers appareils de l'Etat, et renforce ses commandos armés, qui ont pour objectif la lutte armée contre le mouvement ouvrier. Mais le pays est en quasi faillite au bout de deux ans, et les classes dominantes sont obligées de cesser de soutenir ce régime.

Nouvelle tentative à couleur social-démocrate, donc, avec un retour de Ecevit. Mais cette fois, il est sous contrôle étroit de la bourgeoisie, qui l'oriente selon ses objectifs. La terreur fasciste continue, et s'étend même. Un terrorisme qui n'est évidemment jamais dénoncé comme tel ni en Europe ni aux USA. Il est facilement alimenté par une jeunesse qui ne trouve pas d'emploi, et qui après son baccalauréat, ne trouve pas de place à l'université. Et il n'hésite pas à se lier avec le trafic international de drogue ou des armes, entre la Turquie et l'Europe de l'Ouest. Les syndicats et les partis de gauche répondent par des manifestations de masses, tandis que les groupes d'extrême gauche décident de résister et riposter par des actions violentes pour se protéger. Et cette situation, où un millier de personnes sont assassinées chaque année en 1978 et 1979, finit par faire perdre toute autorité à l'Etat.

Cette crise signe l'échec de la tentative d'industrialisation forcée menée par la Turquie depuis la seconde guerre mondiale, en utilisant les aides financières des pays riches. La Turquie se retrouve soudain à faire partie de l'un des trois ou quatre pays les plus endettés du monde. C'est alors qu'arrive le FMI : il tient à la bourgeoisie turque le même langage qu'à tous les pays sous-développés à la même époque : "Il vous faut accepter de nouveaux prêts. Mais on y met nos conditions : mesures d'austérité, dévaluation de la monnaie turque, blocage des salaires, diminution des services publics". Début 1980, Ecevit prend ces mesures.

Seulement, il faut à nouveau un pouvoir fort pour les faire accepter, de force, par la population. L'armée intervient et prend cette fois le pouvoir directement. C'est le chef d'Etat-major, le général Evren, qui est chef de l'Etat. Toute la classe capitaliste nationale, et internationale, est enthousiaste. L'Etat major place ses hommes dans les ministères et les administrations. La répression anti ouvrière est confiée à la justice militaire. Le Parlement est fermé, les partis bannis. Même les responsables de la vie associative sont traduits en justice. Le syndicat DISK est interdit, ses dirigeants arrêtés, alors qu'ils ont toujours condamné la violence et le terrorisme. Les étudiants doivent s'exiler. 25 000 personnes se retrouvent en prison. De nombreux terroristes sont condamnés à des peines de mort et exécutés.

Là encore, et plus encore que précédemment, l'armée joue la carte islamiste à fond. La constitution de 1982 rend obligatoire l'enseignement coranique (dans sa version sunnite) dans toutes les écoles et les collèges publics. Des écoles coraniques spécialisées sont fondées, qui vont devenir des viviers pour l'islamisme. Surtout pour régler le problème du terrorisme d'extrême droite, l'armée se met à proposer aux terroristes, les milices des "loups gris", les fascistes du MHP, ou les islamistes terroristes, de trouver une place bien au chaud au sein de l'appareil d'Etat, en échange de l'arrêt de leurs activités clandestines. En 1986, une loi interdit le blasphème sous peine de prison. Blasphémer, c'est avoir un propos jugé injurieux envers la religion.

Aux élections de 1983, trois partis sont autorisés à se présenter par l'armée : le Parti de la mère patrie (ANAP) de Turgut Özal, parti libéral de droite, un parti d'extrême droite le MHP, et un parti islamiste, le Parti de la prospérité de Necmettin Erbakan, dont on se souvient que l'armée l'avait poussé en avant en 1968. Pour l'instant, Turgut Özal l'emporte, et accélère la politique d'intégration des islamistes en leur offrant des postes dans son propre parti. Il devient président de la République en 1989. Mais le Parti islamiste monte à toute vitesse, et le dépasse. En 1994, il gagne les municipalités de nombreuses villes, dont la capitale Ankara. Et finalement, profitant d'une mésentente dans la coalition de droite, le Parti de la Prospérité gagne les élections législatives en 1996. Erbakan devient Premier ministre, et de nombreux ministères sont attribués à son parti, devenu le premier parti de Turquie. Mustafa Kemal doit se retourner dans sa tombe.

Qui a voté pour les islamistes ? Un peu tout le monde. Une partie de la bourgeoisie est rassurée par leur discours qui soutient l'économie de marché. De même que les entrepreneurs qui espèrent améliorer leur place dans la société à l'occasion d'un tel changement de gouvernement. Les classes moyennes appauvries, ou mises au chômage par des années de rigueur économique et de crises, veulent essayer quelque chose de nouveau. Elles sont écœurées par les scandales qui entourent toute la classe politique, et ne s'y retrouvent plus dans ces gouvernements de coalition qui peuvent regrouper en même temps l'extrême droite et la gauche nationaliste. Et puis, les classes populaires, souvent récemment arrivées en ville, trouvent dans ce vote le meilleur moyen de protester. Elles vivent à mille lieues des images de la Turquie montrée aux touristes. Istanbul est passée de 2 à 12 millions d'habitants en trente ans. D'immenses bidonvilles à Istanbul, Izmir, Ankara, Adana, Bursa, regroupent des populations qui subissent le même dénuement qu'au Caire ou à Gaza. Enfin, il y a aussi un électorat kurde qui fait le calcul que ce vote va affaiblir le régime.

Après trente années où elle a régulièrement utilisé le mouvement islamiste pour contrer la gauche, l'armée donne des signes inverses. Elle a joué le même jeu que les apprentis sorciers américains en Afghanistan et ailleurs. Les victoires d'islamistes qui échappent maintenant à leur contrôle, puisqu'ils sont élus par la population et non pas placés par le bon vouloir des volontaires. Et c'est ce qui les inquiète. Mais il est probable que tout pouvoir qui leur échapperait les inquiéterait.

En tout cas, en 2000, l'armée a réagi, au nom bien entendu de Mustafa Kemal. Erbakan a été condamné à de la prison pour "incitation à la haine raciale et religieuse". Le chef d'état-major Kivrikoglu a appelé le gouvernement à procéder d'urgence à une purge des "milliers" de fonctionnaires islamistes, qui selon lui "sapent les fondements laïcs" de l'Etat. Enfin l'armée s'inquiète de la prolifération de salles de prière dans des lieux privés, qui s'établissent au nom de la "liberté de culte"... demandée par l'Union européenne en vue d'une éventuelle adhésion. Ces salles, contrairement aux mosquées, échappent au contrôle que l'Etat exerce sur la religion par le biais de la Direction des affaires religieuses.

Une fois au gouvernement, les islamistes n'ont cependant pas changé grand chose d'essentiel. Ils appliquent encore et toujours la même politique libérale, ouverte largement au capitalisme mondialisé, qui continue de dominer le pays. En Occident, certains y voient un double jeu de la part du parti islamiste, en vue de futurs changements, et de l'instauration de la charia. Mais inversement, ce parti devenu tout à fait honorable et établi une fois au pouvoir, est traité de sous-marin fabriqué par Israël et les Etats-Unis par les autres courants islamistes, par ceux des islamistes qui n'ont pas eu accès à la mangeoire du pouvoir.

Islamistes ou pas au pouvoir, la Turquie reste ce qu'elle était il y a 50 ans, un pays dominé par l'impérialisme. Au début des années 2000, le PIB par habitant y est quatre fois plus faible qu'en France. Et que des islamistes soient au pouvoir ne règle pas même le problème de l'islamisme. Il se trouve toujours de nouveaux courants pour capitaliser le mécontentement qui ne tarde pas à se manifester contre ce pouvoir nouveau. Car la société continue de rester profondément inégale et injuste.

Depuis le 11 septembre 2001, Istanbul a connu deux vagues d'attentats suicides d'envergure. A cinq jours d'intervalle, les 15 et 20 novembre 2003, Istanbul subit deux séries d'attaques qui totalisent le bilan de 61 morts et plus de 700 blessés. La première attaque vise deux synagogues, notamment celle de Neve Shalom. Celle-ci avait déjà été attaquée en 1986,

lors d'un attentat revendiqué par le Djihad islamique qui avait fait 25 morts. Elle l'avait été à nouveau en 1992, mais cette fois les habitants avaient arrêté un agresseur, un turc membre du Hezbollah pro-iranien. La seconde attaque vise des intérêts anglais, le consulat britannique et la banque HSBC.

Les attaques de fin 2003 sont revendiquées par un homme se réclamant à la fois d'al Qaïda et du groupe turc Front islamique des combattants du Grand Orient (IBDA-C). Le Front islamique des combattants du Grand Orient (IBDA-C) aurait 600 membres. Il avait revendiqué en 1999 l'assassinat du professeur Ahmed Taner Kislali, ancien ministre de la culture. Son chef, Salih Mirzabeyoglu a fait ses premières armes dans le MSP (Milli Selamet Partisi) de Necmettin Erbakan. Il est en prison depuis 1998, et condamné à perpétuité.

La police identifie rapidement les auteurs des attentats de novembre 2003 : Mesut Cabuk 29 ans, Gökhan Elaltuntas 22 ans, morts dans les attentats ; Azad Ekinci et Feridun Ugurlu, 31 ans, qui auraient acquis les voitures piégées et sont en fuite; les trois premiers sont originaires de Bingöl, dans l'Est du pays, à 1200 kilomètres d'Istanbul. Azad Ekinci aurait combattu en Bosnie puis en Tchétchénie. Avec Mesut Cabuk, il aurait croisé Ugurlu, qui lui vient d'Istanbul, au Pakistan. Les autorités turques ont annoncé que plus de 1000 Turcs auraient combattu en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine et en Tchétchénie. Tous ces détails sont probablement vrais. Ils ont l'avantage de bien éclairer la partie étrangère du problème.

Mais il faut ajouter que Azad Ekinci et Feridun Ugurlu, sont aussi d'anciens militants du Hezbollah turc. Le Hezbollah turc s'est implanté largement dans les régions à majorité kurde, dans le sud-est du pays (Van, Bingöl, Adana, Batman). Il a été créé dans les années 1980, pour instaurer une "république islamique". Dans les années 1990, il a été utilisé par le pouvoir turc pour faire le coup de feu contre les combattants kurdes du PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan d'extrême gauche. C'est dans ce cadre que Bingöl est devenu le fief de cette organisation 1991. En 1998, la police estimait le Hezbollah turc à 20 000 membres. Et il avait revendiqué près de 500 assassinats. Cette utilisation d'une milice islamiste par l'Etat et l'armée a duré jusqu'à l'arrestation dirigeant du PKK Abdullah Öcalan en février 1999, Le PKK a alors cessé sa guérilla, et le Hezbollah a été démantelé.

Le Hezbollah turc ne faisait pas dans la dentelle. On a découvert des charniers contenant une soixante de corps dans les locaux de l'organisation à Istanbul : des hommes d'affaires d'origine kurde, des islamistes modérés, enlevés, torturés puis assassinés. Cette enquête va amener la police à devoir arrêter des fonctionnaires en poste au cabinet du premier ministre de l'époque Ecevit. L'organisation détient également des caches d'armes venant des stocks de l'Etat. De toute évidence, le Hezbollah turc a été utilisé par l'Etat contre les oppositions de gauche, nationaliste, ou islamiste modérés. Le journaliste Ugur Mumcu du quotidien Cumhuriyet qui l'avait dénoncé à l'époque est assassiné en 1993, sa voiture ayant explosé. Islami Hareket, chef d'une fraction du Hezbollah, revendiquera cet assassinat en 1996. Quant au chef du Hezbollah, Huseyin Velioglu, il est assassiné, le corps criblé de 30 balles, lors de son arrestation : il emporte ainsi d'autres secrets qui pourraient être gênants pour le système.

Mais un certain nombre des tueurs professionnels formés dans le Hezbollah ont cherché à se recaser dans d'autres organisations islamistes. 200 militants sont emprisonnés un moment dans la prison de Bingöl. Ils ont en majorité été libérés par une loi d'amnistie à l'été 2003. Selon le maire actuel de Bingöl interrogé par Le Monde (Nicolas Bourcier, numéro daté du 2 décembre 2003), ces anciens du Hezbollah turc "en général, il enrôlent plutôt des jeunes gens

issus de bonnes familles et parfois même provenant d'un environnement laïc et démocrate. Souvent, les parents ignorent l'appartenance de leurs fils à ces groupes radicaux".

Ainsi Azad Ekinci impliqué dans les attentats de novembre 2003 a un père fonctionnaire et militant kurde respecté, qui a été assassiné par des nationalistes alors qu'Azad avait un an. Il a fait l'université à Istanbul. A son retour, il donne l'ordre à sa mère de porter le voile. Azad Ekinci est accusé d'avoir été membre du Front des combattants du Grand Orient. La police le suspecte aussi d'avoir appartenu à Islami Hareket, Mouvement islamiste, qui a des liens avec l'Iran.

5 - LA REVOLUTION ISLAMIQUE : L'IRAN

Apparemment à l'opposé de la solution turque, on a l'exemple de la révolution islamiste menée par Khomeiny en Iran. Là, c'est bel et bien le régime islamiste pur et dur, rêve de tous les islamistes, qui a été édifié. Mais nous allons voir que les lois de l'économie, de la politique et de l'histoire, malgré le détour religieux, n'ont pas amené l'Iran bien loin de la situation turque.

En 1977, deux ans avant son arrivée au pouvoir, Khomeiny, dirigeant religieux chiite en exil, s'attaquait en ces termes au pouvoir du Shah : *"Est-ce qu'au temps du prophète, la politique était séparée de la religion ? est-ce qu'en ce temps-là un groupe s'occupait de spiritualité, un autre de la conduite des affaires politiques et temporelles ? (...) Ces paroles ont été inventées par les colonisateurs (...) afin de couper les "ulama " du peuple et des combattants pour la liberté et l'indépendance. Ainsi peuvent-ils dominer les gens et piller les richesses (...) Ils veulent le pétrole, qu'ont-ils à faire de vos prières ? Ils veulent que notre pays devienne un marché pour la vente de leurs marchandises, et c'est pourquoi les gouvernements dépendant d'eux empêchent notre industrialisation ou bien établissent des industries de montage. Ils ne veulent pas que nous soyons des hommes, car ils redoutent les hommes. S'il s'en trouve un, ils ont peur (...) soit ils le tuent, soit ils l'emprisonnent, soit ils l'exilent, ou encore ils ternissent sa réputation, car c'est un politique ! Ce prêtre est un politique ! Mais le prophète aussi était un politique ! Cette fausse propagande (...) vise à vous écarter du combat contre la trahison, la politique impopulaire et anti-islamique de ces Etats".*

Discours éminemment politique donc, à connotation anti-impérialiste, anti colonialiste. En 1969 déjà, Khomeiny avait publié un manifeste intitulé *"Pour un gouvernement islamique"* où il dénonçait la main mise étrangère sur le pays et la collusion des dirigeants musulmans. Il a été éduqué dans une famille chiite profondément religieuse, comprenant nombre de grands ayatollahs. Il y a appris que tout doit être subordonné au respect des principes de l'Islam, que religion et politique sont indissociables, et que le religieux chiite se doit de promouvoir les valeurs morales de l'Islam, à savoir la justice, la protection des faibles et des pauvres.

Le programme de Khomeiny n'est pas nouveau. Ce n'est qu'une reprise de celui des Fedayin e-Islam (combattants de l'Islam) de 1950. Ce groupe utilise la méthode terroriste comme mode d'action et de combat. Sur le plan des idées, il est pour une application littérale des préceptes du Coran. il critique tous les régimes non religieux. Qu'il s'agisse de monarchie ou de démocratie, et il est hostile à l'idée même des droits de l'homme. Pour lui, la liberté est

une revendication fautive et illusoire, l'homme devant uniquement devenir un être obéissant à Dieu.

L'un des grands problèmes de l'Iran, c'est celui de la terre. Le paysan iranien vit misérablement, dans des conditions totalement arriérées. La terre est restée jusqu'au milieu du 20ème siècle sur un régime proprement féodal. En 1958, on estime qu'un dixième des villages appartient à la Couronne. Un tiers appartient à de grands propriétaires privés, qui possèdent chacun des villages entiers. Un autre tiers est partagé entre petits et moyens paysans. Enfin, le reste est aux mains des religieux, c'est l'ouqaf. Là-dessus, se surajoute un système d'exploitation qui donne 75% de la récolte au propriétaire, sans qu'il ait à assurer les dépenses.

C'est pour régler ce problème explosif, et permettre un ré équilibre qui partage le pouvoir à la campagne entre de nouvelles couches moyennes, qu'est lancée en 1962 la révolution blanche. D'en haut, on décrète qu'il est interdit à un propriétaire de posséder plus d'un village. Le reste des terres est distribué aux paysans, mais ils doivent les racheter sur une quinzaine d'années. Cette réforme agraire est mal vue des religieux chiïtes musulmans. Car le clergé chiïte fait également partie de ces gros propriétaires, et il s'estime lésé, comme les gros propriétaires laïcs. Ainsi le Premier ministre Hasan Ali Mansour sera tué au cours d'un attentat commis par les Fedayin e-Islam ; un autre attentat visera le shah mais le manquera en avril 1965.

Comme le reste de la hiérarchie religieuse, Khomeiny se prononce de manière radicale contre cette réforme. Il est arrêté en 1963. Cela provoque de violentes manifestations, qui sont férocement réprimées. Il est finalement exilé en Turquie, avant de choisir de s'installer en Irak, à Najaf, l'une des villes saintes des chiïtes. De là, il diffuse sa propagande par cassettes, l'internet de l'époque, et devient le chef de l'opposition au gouvernement du shah.

L'autre problème de l'Iran, c'est le pétrole. Les Anglais ont d'emblée pris le contrôle du pétrole, en Iran du Sud, dès le début des années 1900, en créant leur compagnie l'Anglo-Persian Oil Company. Comme son nom ne l'indique pas, l'APOC est l'ancêtre de l'actuel BP. Cette main mise par une économie étrangère provoque comme première réaction celle des chefs religieux traditionalistes. Mais la première guerre mondiale va entraîner l'occupation de l'Iran au sud par les Anglais, au nord par les Soviétiques qui viennent de changer le régime en Russie. Du coup, à la fin de la guerre, le shah Reza Khan envisage un moment de procéder à la manière de Mustafa Kemal en Turquie, et de proclamer la République en Perse.

Mais Reza Khan n'a ni les moyens ni la volonté suffisante pour s'opposer aux milieux religieux du pays. Et il ne peut que se faire couronner au nom de la nouvelle dynastie des Pahlavi, sans changer le régime. Il devient un véritable dictateur, éliminant tout opposant par l'exil, la prison ou l'exécution. Il tente de lancer le pays dans une industrialisation. Mais il compte pour cela sur les occidentaux et leur ouvre les frontières. Et il décide de la même manière autoritaire de moderniser la vie sociale, par l'interdiction du port du voile pour les femmes décrétée en 1935, ou l'amélioration de la production agricole.

Pour tenter de trouver des ressources financières, le shah annonce qu'il retire à l'Anglo-Persian Oil Company toutes ses concessions. Mais devant les menaces anglaises, il recule, et renouvelle la concession pour 60 ans en échange d'une augmentation des royalties, la part payée par la compagnie à l'Etat iranien. Dans les années 1930, le Parti communiste iranien, le

Toudeh est interdit, ses dirigeants arrêtés. Et l'Iran s'oriente vers une collaboration de plus en plus ouverte avec l'Allemagne devenue nazie en janvier 1933.

Durant la seconde guerre mondiale, l'Iran reste officiellement neutre. Mais la guerre a donné une importance désormais considérable au pétrole. L'Iran en 3ème position de réserves mondiales du pétrole derrière le Koweït et l'Arabie saoudite, devient le point de mire des USA. Les Américains, grands vainqueurs de la guerre, remplacent dans un premier temps les Allemands en Iran, dans leur rôle de contrôle et de prise en charge du développement des forces militaires et techniques du pays.

Mais dans le pays, la pression venue d'en bas pour une nationalisation du pétrole ne cesse de monter. En 1951, le général Razmara qui entamait des négociations secrètes avec l'AIOC (nouveau nom de l'APOC depuis 1934, quand le pays a changé de nom, et que la Perse est devenue l'Iran) est assassiné par un membre des Fedayin-e Islam, les Combattants de l'Islam. En avril, le Parlement vote à l'unanimité la nationalisation de l'industrie pétrolière. Et le docteur Mossadegh, chef du Front national, et du combat pour cette nationalisation, devient Premier ministre.

Les Anglais ripostent par le blocus du pétrole iranien. Des navires de guerre anglais sont envoyés dans le Golfe. Officiellement, les USA affichent leur neutralité, et font semblant de trouver normal que l'Iran récupère son pétrole. Mais en sous-main, un bras de fer a commencé entre les USA et la Grande-Bretagne. En Iran, des désordres sont orchestrés par tous les milieux unis contre la nationalisation : les clients de l'Angleterre et des Etats-Unis, les grands propriétaires qui voient là un risque de dérive vers le communisme, les militaires, ainsi que la CIA. Le 19 août, Mossadegh est arrêté, un de ses ministres est fusillé. Une dictature militaire s'installe. Elle donne son accord pour l'exploitation du pétrole iranien par un consortium international de compagnies pétrolières. Elle reçoit en remerciements un don de 45 millions de dollars des Etats-Unis. Désormais, la nouvelle société fait la place belle aux Américains, dont les compagnies (Exxon, Mobil, Socal, Texaco, Gulf) se retrouvent à égalité avec les Anglais BP.

Le pétrole va prendre une place cette fois malade dans la société iranienne, suite à la guerre israélo-arabe de 1973, avec le premier choc pétrolier. En octobre 1973, la guerre du Kippour est une sorte de revanche du nationalisme arabe, après la défaite humiliante infligée par Israël en 1967, lors de la guerre des Six jours. L'offensive est menée par l'Egypte et la Syrie. Elle n'est arrêtée que grâce à la mise en place d'urgence par les Etats-Unis d'un pont aérien pour alimenter Israël en armes et munitions. Mais c'est l'occasion que saisissent les pays exportateurs de pétrole pour appliquer un embargo progressif sur le pétrole livré à Israël et ses alliés. Cet embargo oblige Israël à stopper sa contre-offensive. Israël a gagné sur le plan militaire, mais c'est au prix d'une défaite politique face au camp arabe. L'OPEP va imposer un quadruplement du prix du pétrole, qui n'est en réalité qu'un rattrapage après des dizaines d'années de stagnation forcée.

Pour l'Iran, le robinet des pétro dollars coule à flots. Le shah se lance dans une transformation totale de son armée, dans le but d'en faire l'une des premières du monde, avec la bénédiction des Etats-Unis. Le régime iranien entre alors dans un véritable délire de puissance. Il dispose de tant de capitaux qu'il lui est impossible de tout investir en Iran. Le gouvernement s'offre alors l'achat de 25% du capital des usines Krupp, et une participation dans le nucléaire français (Eurodif). Le régime ne profite qu'aux banquiers, aux

intermédiaires en affaires internationales, aux chefs d'entreprises, c'est-à-dire à une bourgeoisie dont le sort est lié à l'impérialisme.

Vis-à-vis de ses opposants, le régime se sent également tout puissant, et réprime de manière expéditive. En fait, il perd le contact avec de plus en plus de couches de la population. Il ne comprend pas que plus il va réprimer, plus il va susciter des réactions de rejet, et de plus en plus larges. C'est d'abord des groupes comme les Fedayin e Khalq de tendance marxiste, qui organisent des attentats contre les hautes personnalités du régime, contre les banques. La police politique, la Savak, les poursuit, les arrête, les fait condamner à mort. Mais de nouveaux militants se recrutent alors, parmi les étudiants, et dans le monde ouvrier

Le prix élevé du pétrole entraîne une inflation énorme, 25% de hausse des prix sur l'année 1977, qui touche les couches populaires. Les manifestants demandent maintenant le départ du shah, les libertés. Des grèves répondent à la répression. C'est à ce moment que se place un évènement politique de première importance : pour la première fois, les commerçants du grand bazar de Téhéran bougent dans le sens du mouvement. Personne ne l'a sans doute bien compris sur le coup, mais c'est le clergé chiite musulman dans son ensemble qui s'engage alors dans la lutte et dans la course pour le pouvoir.

Car il y a et une lutte et une course pour le pouvoir. Une lutte contre le régime du shah, contre ses alliés américains également. Contre l'armée aussi, qui restera jusqu'à la fin son serviteur fidèle. Mais il y a également une course pour le pouvoir qui s'engage, entre les divers groupes et partis d'opposition.

C'est d'abord et surtout dans cette course que s'inscrit le clergé chiite iranien. Et le principal appui des oulémas chiites est, depuis très longtemps, le bazar. Cette classe traditionnelle des marchands a ses habitudes sociales et son organisation centrée sur la vie religieuse. Cette classe, autrefois toute-puissante, vit dans la nostalgie de cette puissance perdue. Les bazaris s'associent à la protestation contre la situation économique, et y ajoutent la dégradation de la moralité. Pour le clergé chiite et les couches moyennes religieuses et commerçantes, l'occidentalisation effrénée, la modernisation, reviennent à les mettre sur la touche, à développer les affaires de la seule grande bourgeoisie industrielle, celle qui fait dans le pétrole et les grands travaux en lien avec l'Occident.

Ces couches religieuses se lancent dans la course au pouvoir avec ceux qu'ils estiment au fond être dangereux pour eux et leur avenir, les démocrates bourgeois aspirant à la mis en en place d'un régime démocratique, mais plus encore la gauche iranienne, les militants ouvriers, le parti communiste Toudeh, et l'extrême gauche. L'objectif des religieux chiites est clair : il s'agit au plus vite d'apparaître comme un dirigeant pour soutenir un mouvement en train de devenir populaire, et il utilise l'atout traditionnel de l'argument religieux, puisque la tradition veut que la religion chiite est synonyme de justice et de contrepoids à l'autoritarisme.

La tension monte d'un cran début 1978. Des émeutes éclatent dans les villes de Tabriz, Qom, Mechhed, Téhéran. Les ayatollahs les soutiennent. Depuis la France où il est maintenant établi, Khomeiny appelle à renverser le shah, à instaurer un nouveau pouvoir qui reprenne les principes fondamentaux de l'Islam. Le mouvement lui-même prend le rythme des cérémonies d'enterrements qui suivent les massacres de la répression : il est déjà religieux. Pourtant, s'y côtoient encore des libéraux, des communistes du Toudeh, des réformistes, et les Islamistes.

Ce sont les religieux islamistes qui savent garder l'initiative. Ils organisent ces journées de deuil national, qui deviennent le fer de lance du combat. Khomeiny s'envole pour l'Iran dès le 8 octobre 1978, bien avant de pouvoir faire son entrée triomphale à Téhéran, le 1er février 1979, deux semaines après le départ du Shah. Ce jour-là, l'Islam se met à rejouer le vieux jeu du pouvoir qu'il avait cessé d'exercer en tant que tel.

Et c'est de main de maître que le pouvoir sera pris et exercé. D'un côté, Khomeiny et les siens ont su développer et gagner une adhésion populaire impressionnante, totale, qui n'a jamais été comprise car elle n'a pas été admise en Occident. Dix ans après son arrivée au pouvoir, quand il mourra, la popularité de Khomeiny sera intacte, et se manifestera par des débordements populaires inimaginables.

Le "Corps des gardiens de la révolution" se voit attribuer le contrôle des industries militaires. D'autres fondations religieuses se mettent à contrôler des régions entières, comme celle des raffineries d'Abadan. Le peuple n'est pas complètement abandonné, puisqu'il lui est consacré charité et aumône, selon l'esprit traditionnel de l'Islam des institutions destinées à apporter une aide aux plus pauvres sont développées, ce qui contraste évidemment avec le souverain mépris du temps du shah.

Les courants d'extrême gauche et du parti Toudeh qui sont pour une réelle égalité sont interdits et pourchassés. Mais ce n'est pas la seule raison de leur effondrement. Une grande partie des couches populaires qui y adhéraient ont rejoint la révolution islamiste victorieuse et adhèrent au régime. Celui-ci leur donne une dignité qu'ils n'avaient jamais connue. Et il continue de braver les Etats-Unis, voire la planète entière, puisque non seulement toutes les grandes puissances le condamnent, mais l'ensemble des pays arabes, sunnites, en fait autant. Quant à l'Irak chiïte, il va faire le jeu des Occidentaux en entamant une guerre qui sera longue et terrible.

Totalement isolé, l'Iran islamiste a toujours en tête le rêve d'une extension de sa révolution au reste du monde musulman. Pendant la durée de la guerre contre l'Irak, dans tous les pays musulmans, l'Iran va chercher à mettre en place des réseaux islamistes concurrents à ceux soutenus et financés par l'Arabie saoudite. Mais ce sera avec peu de succès. Au Liban, l'Iran enverra des gardiens de la révolution, qui participeront à la guerre civile, et combattront Israël.

Mais après cette guerre destinée si ce n'est à abattre le régime, du moins à le saigner, cette politique sera abandonnée. Dès 1990, les contacts sont repris avec les institutions financières internationales. En 1991, l'Iran obtient, et accepte, un prêt de la Banque mondiale, le premier depuis 1979. Le gouvernement fait appel aux capitaux étrangers, pour reconstruire le pays, en particulier les infrastructures pétrolières, démolies par 8 années de guerre. En 1992, le pays s'ouvre aux capitaux privés étrangers. Il accepte les conditions du FMI, et supprime des subventions à certains produits populaires. Tout l'argent tiré du pétrole sert maintenant à apurer une dette énorme, estimée à 30 milliards de dollars.

En 1994, le groupe français Total rafle un contrat de 600 millions de dollars, profitant de l'absence des Américains, qui continuent de sanctionner l'Iran. En 1997, Total, allié avec d'autres groupes pétroliers, signe un contrat portant sur un investissement de 2 milliards de dollars, malgré les menaces américaines de sanctionner, sur leur sol, quiconque ferait de grosses affaires avec l'Iran. En 1999, le président Khatami effectue une visite officielle à

Rome et à Paris. En 2000, les USA annoncent un allègement des sanctions vis-à-vis de l'Iran, suite à l'élection d'un courant dit réformateur.

En tout cas, l'idée d'un Islam triomphant et en expansion n'est plus exprimée par personne en Iran. Le projet islamique a échoué. Certes, des couches moyennes ou plus élevées de la société ont accédé au pouvoir, ou se sont repartagés les fruits du pouvoir. Mais les prétendues valeurs de l'Islam n'ont rien réglé aux contradictions internes et externes. Le pays est rentré dans le rang, et accepte d'en passer par les conditions des financiers du monde capitaliste.

Pendant qu'à l'intérieur, les diverses couches sociales s'affrontent et se déchirent toujours. En 1995, des manifestations contre la vie chère sont réprimées de manière meurtrière par les forces de l'ordre dans la banlieue de Téhéran. En 1998, l'un des chefs de l'opposition, dirigeant le Parti de la nation de l'Iran, est assassiné à Téhéran. De nombreux intellectuels proches de l'opposition subissent le même sort, ou sont portés disparus. Les étudiants qui manifestent sont bastonnés par les milices intégristes. L'Etat islamique iranien ne fait plus rêver personne. Le pays, tout comme la Turquie, reste un pays dominé et soumis aux conditions de l'impérialisme.

6 - LA GREFFE ISLAMISTE : LE MAROC

Comme tout le monde musulman, le Maghreb est lui aussi traversé par les courants islamistes. En Algérie, selon les autorités elles-mêmes, la guerre menée contre le FIS et le GIA a fait plus de 100 000 morts. Le FIS a été laminé, les GIA ont disparu ainsi que nombre de groupes terroristes qui le composaient. Mais en 2004, le GSPC, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat, continue de lancer des attaques contre soldats ou policiers représentant le régime. Et le régime de son côté reprend une part du programme des islamistes, en arrêtant par exemple l'importation de boissons alcoolisées, en maintenant un code de la famille discriminatoire pour les femmes.

En Tunisie, c'est la lutte même contre les islamistes qui sert de légitimité au régime de fer de Ben Ail. Depuis 1987, ce prétexte lui sert à maintenir et aggraver un régime policier où aucune opposition ne peut s'exprimer. Et l'on peut craindre qu'à la première occasion d'un souffle de liberté, ces islamistes constamment pourchassés et réprimés risquent alors de paraître comme des martyrs voire des héros. En tout cas, le régime n'a pas pu empêcher le 11 avril 2002 l'attentat de Djerba contre une synagogue. 21 personnes y ont été tuées, et l'attaque a été revendiquée par une Armée islamique pour la libération des lieux saints.

Mais c'est le Maroc que l'actualité du terrorisme islamiste a mis en avant après le 11 septembre. Le Maroc joue en effet un rôle particulier. D'abord parce que c'est l'un des premiers pays où l'on a assisté à une localisation des groupes se revendiquant d'Al Qaïda. Les islamistes se réclamant de cette organisation ont su recruter sur place une nouvelle génération de gens qui n'ont pas connu l'Afghanistan et les camps. De plus, les réseaux islamistes marocains fonctionnent de toute évidence à l'aide d'une base arrière située en Europe. Et cela a sans doute aidé aussi à la mise au point des attentats de Madrid. Le 16 mai 2003 de Casablanca et le 11 mars 2004 de Madrid sont le fait de gens très proches.

Le Maroc, contrairement au reste du Maghreb, n'a pas connu la domination de l'empire turc ottoman. Du coup, il a toujours conservé un très vieux mode de gouvernement, basé sur

l'idée de royaume et dynastie. C'est-à-dire que les appareils du pouvoir et de l'Etat associent autour d'une tribu devenue dominante un certain nombre d'autres tribus considérées comme des alliées de la tribu royale. Et cet ensemble de tribu qui font allégeance au roi se donnent pour tâche de collecter l'impôt par la force auprès d'autres tribus plus faibles, sous forme d'argent, mais d'abord de céréales. Ces appareils politiques s'appellent des maghzen, d'où vient le mot magasin, le lieu où l'on entrepose le produit de l'impôt.

La dynastie alawite, qui existe depuis le 17^{ème} siècle, est constituée de chérifs, c'est-à-dire de personnalités considérées comme des descendants du Prophète. Elle s'appuie sur une puissante confrérie religieuse, et sur des tribus des oasis du Tafilalt, aux confins du Sahara.

Quand la colonisation s'est opérée au début du 20^{ème} siècle, le colonisateur français a fait le choix non seulement de conserver ce système, mais de le développer, en renforçant le sommet de la hiérarchie. Des troupes françaises alliées à des marocains allèrent étendre, selon la tradition, la région du maghzen soumis, lui donnant une dimension qu'il n'avait jamais eue. C'est Lyautéy qui mena cette politique, en partie contraint par une sévère concurrence des Allemands et des Espagnols, en partie éclairé par les difficultés de la conquête en Algérie, qui elle s'était menée par un affrontement direct avec les tribus.

Dans les années 1920, l'opposition à la colonisation a été le fait des paysans, avec la révolte d'Abd el Krim (1921-1926). Dans les années 1930, ce sont les classes moyennes et supérieures des villes qui bougent, et mènent le mouvement national. Après la seconde guerre mondiale, les masses ouvrières entrent en scène. En 1952, le Parti communiste est interdit, en même temps que l'Istiqlal "Indépendance". En 1954, la France subit deux revers graves : Dien Bien Phu au Viet Nam, et le début de l'insurrection en Algérie. Elle annonce des négociations en vue d'accorder au Maroc un "statut d'Etat indépendant uni à la France par des liens permanents d'une interdépendance librement consentie et définie".

Dès 1965, la révolte explose à Casablanca contre le nouveau pouvoir. Il se ferme alors complètement, abandonne les quelques formes constitutionnelles engagées, et entre dans un autoritarisme et une concentration de tous les pouvoirs entre les mains du roi. En même temps, le roi reprend les procédés traditionnels de pouvoir : le roi s'appuie ouvertement sur un réseau d'élites dans l'administration et l'économie, développant autour de lui une caste qui s'enrichit de manière choquante.

Le résultat est que maintenant, la contestation va sortir de l'armée : à trois reprises, de 1971 à 1973, trois tentatives de putsch échouent. Le régime va trouver une solution à ses yeux, à l'ensemble de ces problèmes en 1975. Avec la mort de Franco, le Sahara espagnol est décolonisé. Hassan II lance la marche verte en 1975. Des délégués de chacune des provinces du Maroc doivent entrer au Sahara. Le Maroc est censé retrouver la terre sacrée de ses ancêtres, le chemin par lequel les Almoravides, fondateurs du premier Empire marocain, étaient revenus du Soudan après y avoir propagé l'Islam, et pris au passage le contrôle des routes de l'or. La marche verte est une opération à la fois militaire et religieuse, à la limite du mystique. Seuls des petits groupes d'extrême gauche s'en démarquent. La gauche, et avant tout l'USFP est même plus royaliste que le roi, l'accusant de vouloir obéir à l'ONU, qui ne reconnaît pas cette occupation.

En tout cas, maintenant, l'armée est occupée à faire une guerre de plus ouverte contre le Polisario, ce qui ne lui laisse plus le temps de fomenter des coups d'Etat contre le pouvoir. Le pouvoir donne un certain nombre d'avantages nouveaux aux officiers. Et les oppositions

politiques et sociales sont matées ou réprimées au nom de la défense de la nation marocaine. Fort de cette nouvelle position, Hassan va développer son pouvoir religieux. Il se fait construire à Casablanca, face à l'océan, la mosquée la plus grande du monde après celle de la Mecque, avec le plus haut des minarets.

C'est dans ce contexte qu'un premier mouvement islamiste s'est développé sous la forme de deux organisations. L'une va finir par être invitée au pouvoir. L'autre est toujours considérée comme indésirable. A l'origine du courant islamique devenu officiel à la fin des années 1990, on trouve Jeunesse islamique. Compromise dans l'assassinat en 1975 de Omar Benjelloun, un dirigeant syndicaliste de l'USFP, principal syndicat ouvrier, elle est officiellement dissoute. Le fondateur de Jeunesse islamique Abdelkrim Moti était impliqué, avec d'autres membres de cette organisation. Mais Jeunesse islamique donne en fait naissance à l'association Réforme et Unicité (al Islah wal Tawhid) en 1982. Le mouvement édite l'hebdomadaire al Islah (la Réforme) en 1984. Interdit en 1990, il sort sous un nouveau titre, Assabil (la Voie), qui sera suspendu également.

Mais en même temps qu'il montre qu'il peut réprimer, le pouvoir fait des offres discrètes : il propose une participation officielle de l'Islah au jeu politique sous son contrôle, en échange de l'abandon de toute activité clandestine. Une partie de l'association rejoint en 1997 le MPDC Mouvement populaire démocratique et constitutionnel, devenu aujourd'hui Parti de la justice et du développement (PJD). L'Islah présente alors la moitié des 142 candidats du MPDC, essentiellement dans les villes. Et il obtient 10 députés. Aujourd'hui, le PJD est devenu la principale formation d'opposition au Parlement.

Par contre, une autre association, plus populaire et plus implantée que l'Islah, est tenue à l'écart du jeu politique. Il s'agit de Justice et Bienfaisance (ou Equité et Don de soi, selon les traductions : al Adl wal Ihsane) du cheikh Abdessalam Yassine. Ce cheikh, un ancien cadre du ministère de l'éducation, est un ancien adepte de la confrérie mystique soufiste Bûshichiya, dans les années 1960.

Cheikh Yacine est considéré comme l'idéologue le plus important du mouvement islamiste marocain. Il a rédigé une sorte de synthèse entre les enseignements de Hassan al Banna, le fondateur en 1928 des Frères Musulmans, le soufisme, et la pensée de Sayed Qotb, (qui a inspiré al Zawahiri, fondateur d'al Qaïda avec ben Laden). En 1973, il écrit à Hassan II une Lettre au roi dans laquelle il l'invite à faire "acte de rédemption" (c'est-à-dire à se racheter de ses péchés) et à devenir "bon musulman". En 1978, il devient directeur de la revue islamiste al Jama'a. Elle sera interdite en 1983. La publication de deux journaux en 1984 lui vaut deux ans de prison.

Il crée alors, vers 1985, le groupe actuel Justice et Bienfaisance. Il a des milliers d'adeptes, et une organisation assez structurée. En 1990, la police arrête une douzaine de cadres, qui sont condamnés à deux ans de prison. A leur sortie, leurs partisans leur font un accueil triomphal. Jugé indocile par le pouvoir, il n'est pas reconnu. Mais il a su montrer sa puissance au pouvoir en certaines circonstances. Ainsi, lors de la première guerre du Golfe, à l'appel de Justice et Bienfaisance et de l'Islah, marche de février 1991, puis celle de décembre 1998, ont rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes.

Voilà donc pour ces deux anciens mouvements islamistes marocains, devenus presque traditionnels dans le paysage politique marocain. Mais les actions terroristes récentes ne sont pas venues de là. Elles sont venues de mouvements beaucoup plus récents, nés à la fin des

années 1990. Et ce qui inquiète le plus dans le cas du Maroc, c'est qu'on a des indices du recrutement de gens proches des milieux populaires, bien loin donc des pirates de l'air du 11 septembre 2001, étudiants en médecine ou futurs ingénieurs.

Ces nouveaux groupes sont totalement clandestins. Ils se répartissent en deux branches : les Afghans, et les salafistes. Les Afghans marocains sont des anciens de la lutte contre les Soviétiques qu'ils ont été combattre en Afghanistan, ou qui ont été s'entraîner ensuite dans les camps d'Afghanistan. Ils sont rentrés au Maroc, munis de faux passeports, et ils mènent une vie discrète.

Quant aux salafistes, ce sont des islamistes qui avaient partie liée avec l'Arabie saoudite, mais ont rompu avec elle depuis la première guerre du Golfe. On trouve ainsi le groupe du Droit chemin (Al Sirat al Moustaqim). En février 2002, ses sympathisants ont lapidé dans un quartier populaire de Casablanca un homme coupable à leurs yeux de trop aimer les boissons alcoolisées. Ce groupe serait dirigé par Zakaria Miloud, condamné à un an de prison, mais qui reste en prison après cette peine purgée. Un autre groupe s'intitule Apostat et Pèlerinage (al Hijra wal Takfir). Il est accusé de six meurtres depuis 1998, et serait dirigé par Youssef Fikri.

En juin 2002, le régime opère une rafle dans tout le pays. Des centaines de jeunes soupçonnés d'être des islamistes sont arrêtés, certains sont torturés. Pour les islamistes, ce sont les Américains eux-mêmes qui ont fourni les listes. Parmi ces islamistes ou présumés islamistes, trois saoudiens et six marocains sont condamnés à Casablanca en février 2003. Ils sont accusés d'avoir préparé des attentats dans des cafés de Marrakech et contre des navires américains dans le détroit de Gibraltar.

Selon le journal espagnol El periodico de Catalunya, c'est quelque chose comme 1100 personnes qui sont alors entre les mains de la police marocaine. Elle les accuse d'appartenir à la Salafia Jihadia. Cette appellation serait une invention de la police marocaine. En réalité, les islamistes appartiennent à des groupes très divers. Ils seraient dirigés par les Afghans marocains, au nombre de quelques dizaines.

Si le régime a voulu agir de manière préventive, c'est un échec. Le 16 mai 2003, le Maroc est ébranlé : une vague d'attentats simultanés fait 45 morts, dont 12 kamikazes, en plein Casablanca. Quatre commandos suicides ont agi. Ils appartiendraient à une organisation intitulée GICM, Groupe islamique combattant marocain. Abdelkrim Mayati, qui a reçu une formation sur les explosifs au Cachemire, avant de se rendre au Pakistan et en Iran, est accusé d'être directement impliqué dans l'organisation des attentats de Casablanca. C'est lui qui aurait désigné les cibles. Fin 2003, il restait introuvable.

C'est Mohamed al Garbuzi qui aurait fondé le GICM, en 1998, depuis les camps afghans, avec l'accord de Ben Laden. Selon un de ses lieutenants, Nourdine Safia, arrêté au Maroc, al Garbuzi s'est installé à Londres en 1999. De là, il recueillait des fonds et implantait des cellules au Canada, au Pakistan, en Allemagne, en France et au Royaume-Uni. Avant de passer à l'action, le GICM a cherché à obtenir l'accord d'une autorité religieuse, le Palestinien Omar Mahmoud Othman, dit Abou Katada, résidant à Londres. Celui-ci a effectivement déclaré que le moment est venu d'attaquer le Maroc, et a émis une fatwa autorisant les actions terroristes sur le royaume chérifien.

Dès le lendemain des attentats de Casablanca, 14 agents de la DST française arrivent sur place, dont des spécialistes de l'identification judiciaire, des spécialistes en explosifs et des experts du laboratoire central. Le problème, c'est que l'enquête menée conjointement donc par les polices marocaine et française va aboutir, notamment, à l'arrestation de Pierre Robert, qui déclarera être... un agent de la DST.

Pierre Robert est né en 1972 dans la banlieue de St Etienne. Son père est souffleur dans une verrerie d'art. La mère vit au foyer. Pas de problème, une grande maison, un joli jardin. Pierre Robert va jusqu'au lycée professionnel. Il fréquente la communauté turque, à quelques kilomètres de chez lui, qui anime des amicales, des foyers, des associations sportives. Lui fait du foot. En 1990, à 18 ans donc, il se convertit à l'Islam, se fait appeler Yacoub. Il se met à parler tout le temps de religion, disent ses anciens copains. Mais il ne gagne personne, au contraire, on rit de lui.

Yacoub part en Turquie, où il apprend l'Arabe. Il repasse chez ses parents, reste sans travail. En 1995, il rentre d'un séjour au Maroc, avec une femme, Fatima, avec qui il a un enfant. Elle est entièrement voilée de noir. Son activité, la revente de voitures. A St Etienne, il fréquente le centre culturel AI Qalam, une sorte de librairie espace de rencontre, animée par des jeunes Français musulmans proches de l'UOIF. En 1996, il repart au Maroc. Sa femme se charge des démarches administratives. Lui n'a qu'un tampon de touriste sur son passeport.

Selon la DGST marocaine, c'est l'arrestation d'un jeune informaticien, Rachid Larabi Laarousi, qui a reçu une formation à l'usage des explosifs et à l'utilisation des téléphones portables comme détonateurs, qui les conduit à Pierre Robert, son chef. Ayant reçu un entraînement militaire en Afghanistan, il a été élu émir en 2001. Il est le chef de trois cellules. Leur activité : des formations à l'endurance en forêt, à l'usage de pistolets. En fait de cellules, il semble que l'on ait affaire à des jeunes paumés et fascinés par l'exemple de AI Qaïda. Pierre Robert donne à la police marocaine les noms de 16 Marocains résidants en Espagne, ayant participé aux opérations de Casablanca, et qui feraient partie du groupe des lions éternels, lié aux salafistes.

Pierre Robert, dit Abou Abderrahmane, vaguement paumé de banlieue en France, aurait été amené au Maroc par l'islamiste Hicham Tamsamani Jad, dit Rouaimi, originaire de Tanger, et membre du GICM, qui aurait agi sur ordre d'Abdelaziz Benyaich.

Lors de son procès, en septembre 2003, Pierre Robert déclare qu'il est un agent de la DST française, qui l'a recruté pour infiltrer les islamistes algériens en France, en 1998. Il donne des détails crédibles : il aurait remis à un agent de la DST une cassette audio de l'Algérien Hassan Hattab, chef du GSPC algérien. La DST nie. L'affaire est vite étouffée, il y va de la collaboration entre les polices marocaine et française. Pourtant, il se peut bien qu'un agent de la DST ait un joué un rôle important dans les attentats meurtriers contre le régime chérifien.

En tout cas, Pierre Robert est condamné à la réclusion à perpétuité. Mais ni lui ni ses coaccusés ne sont inculpés pour une implication directe dans les attentats de Casablanca. Ils sont accusés d'avoir planifié des attentats du même genre, et d'avoir organisé des séances d'entraînement aux armes en territoire marocain.

Espagne, 11 mars 2004, dans la banlieue de Madrid, plusieurs trains de banlieue explosent, là encore de manière simultanée, faisant 202 morts. Cette fois cependant, il ne

s'agit pas d'attentats suicides. C'est la première attaque de cette ampleur en Europe. Une des bombes n'ayant pas explosé, l'enquête avance très vite. Le responsable du vol des explosifs, pris sur un chantier de construction, est un Marocain, déjà recherché par la police marocaine dans l'enquête des attentats de Casablanca. Deux voyageurs d'un des trains qui a sauté reconnaissent Jamal Zougam. Chez lui, on trouve une partie du matériel qui a permis de faire sauter les charges à distance, à l'aide de téléphones portables.

Zougam avait été arrêté en novembre 2001, dans le cadre d'une commission rogatoire française. On avait trouvé chez lui une cassette où l'on voit Abdelaziz Benyaich, qui sera arrêté en juin 2003 après les déclarations du présumé cerveau des attentats de Casablanca, Pierre Robert. Zougam a téléphoné une semaine avant le 11 septembre 2001 à Abou Dahdah. Il appartiendrait à un groupe marocain lié à Al Qaïda. En fait, l'Espagne, en accueillant depuis longtemps des réfugiés islamistes algériens et marocains (GIA, GSPC) est devenue une importante base islamiste. Elle a eu un rôle important dans la préparation du 11 septembre. Elle a donc ensuite servi à préparer les attentats de Casablanca. C'est ensuite seulement qu'elle sert elle-même de cible. Il s'agit de relancer symboliquement la lutte contre ces croisés qui ont expulsé les Musulmans d'Europe en 1492.

Après les attentats de Madrid, la police marocaine recherche un franco-marocain, Abdelkrim Thami Mejjati, qui serait impliqué dans les attentats de Casablanca et peut-être aussi Madrid. Mejjati est depuis fin 2003 recherché par l'Arabie saoudite. Issu de la bourgeoisie de Casablanca, fils d'un riche commerçant, français par sa mère, il devient islamiste, part au Cachemire se former au maniement des explosifs, voyage ensuite au Pakistan, en Iran, en Arabie saoudite. Selon certains, il serait peut-être le véritable chef du GICM. Son rôle dans les attentats de Casablanca a été établi par la déposition d'un artisan de Fès, Abdelhak Bentasser, décédé dans les locaux de la police marocaine quelques jours après son arrestation.

Un autre suspect de Madrid, Mohamed Chaoui, vient lui, d'un quartier misérable, Béni Makada, au sud de Tanger. Tanger reste de longue date le lieu de tous les trafics, drogue, contrebande, émigration clandestine. A Beni Makada, les jeunes se réclament ouvertement de l'islamisme : "*Quand Israël bombarde la Palestine, quand les Américains tuent des innocents en Irak, ce n'est pas du terrorisme ?*". Une figure locale de l'islamisme, Mohamed Fizazi, est en prison, condamné à 30 ans de réclusion après les attentats de Casablanca. Mais les jeunes au chômage sont fiers de lui dans le quartier, et le proclament à la journaliste de passage du Monde (Catherine Simon, Le Monde 25 mars 2004)

L'enquête ouverte après les attentats de Casablanca comme celle qui suit ceux de Madrid indique que les groupes sont d'idéologie takfiriste. La majorité de ces groupes sont issus des bidonvilles de Casablanca, Meknès, Fès ou Tanger, ou des faubourgs des villes marocaines. Ces groupes ne sont pas seulement constitués de quelques clandestins inconnus et coupés de la population locale. Bien au contraire, on apprend, d'après l'étude de Selma Ballala (Institut d'études politiques de Paris), que des quartiers entiers sont entre les mains de ces islamistes. Rien qu'en 2002, ces groupes ont procédé à 166 assassinats de civils. Ils tuent pour imposer leur pouvoir.

Mais tout cela se passe dans les zones pas même défavorisées, mais totalement à l'abandon à tout point de vue. Et c'est pourquoi la presse n'en parle pas. Des caïds locaux, Fikri donc dans la banlieue de Casablanca, Rebaa à Meknès, qui commande les milices des faubourgs de la ville, se sont ainsi imposés, et se font obéir par la terreur. Ils s'imposent à

toute une population de déclassés, dans les bidonvilles et les quartiers insalubres. La plupart des kamikazes du 16 mai 2003 viennent des anciennes carrières situées dans les zones industrielles abandonnées après l'indépendance : al-kharian.

Les gens y ont construit des abris illégaux, avec des planches ou des cartons. Sans eau, sans électricité, sans égouts, ils survivent dans la puanteur et les moustiques. Les habitants des autres quartiers les appellent des "Tchéchéniés". Il ne s'agit donc pas des habituels quartiers populaires de la médina, ou des cités ouvrières des grands ensembles, où l'on trouve plutôt l'influence des islamistes traditionalistes. Selon Le Monde diplomatique, *"les takfiristes sont des aliénés issus de milieux sociaux désintégrés qui n'ont connu que l'univers sordide et brutal des ghettos et ont été traités par la société comme des bêtes féroces"*. Ils n'ont aucun lien avec le reste de la société, contrairement au petit peuple de la médina qui a une activité économique. Et Selma Ballala précise son analyse en disant que *"l'islam salafiste marocain est le produit de la désagrégation de l'islam traditionnel et non de la résurgence de celui-ci"*.

Dans ces quartiers, il n'y a ni petit commerce, ni souk, et bien entendu ni école, ni dispensaire, ni bureau de poste, ni transport en commun. La police n'y pénètre pas. La population vit là sans papiers, puisque sans domicile légal. Dans ces bidonvilles en pleine expansion, on rejette même le peuple des HLM, qui avait pourtant été le bastion des émeutes populaires des années 1980. Et inversement, les gens des HLM considèrent que ceux des bidonvilles sont des Sahraoui, des Chaouia, bref tout sauf des Marocains.

Evidemment, ce sont les jeunes de ces bidonvilles, n'ayant rien à perdre, pas même un semblant d'avenir, que les islamistes salafistes du takfir ont gagné, semble-t-il largement, pour ne pas dire plus. Du coup, un nombre impressionnant de gens s'habille à la mode salafiste, aussi bien hommes que femmes. Ils regardent d'un très mauvais œil les mosquées d'Etat (habous), ou les écoles coraniques traditionnelles. Ils disposent d'une milice armée, qui tient lieu en fait d'appareil d'Etat dans ces zones, abandonnées par l'Etat.

A partir de 1999, ils s'en sont pris aux anciens îlotiers (mokadem), aux notables, aux représentants de l'Etat, les éliminant ou leur imposant d'abandonner tout pouvoir. Ils ont notamment saisi l'occasion donnée par le démantèlement en 1999 de l'ancienne police qui sous Hassan II quadrillait ces quartiers. Une partie d'entre eux, en tout 78 Marocains, ont participé à la guerre anti soviétique en Afghanistan. A partir de 1999, ils ont été des centaines à y aller.

Novembre 2004